



PREFECTURE DU CALVADOS

**DIRECTION REGIONALE DE L'INDUSTRIE, DE LA RECHERCHE
ET DE L'ENVIRONNEMENT DE BASSE-NORMANDIE**

Installations classées pour la protection de l'Environnement

DRIRE N° 034.06

ARRETE DE CHANGEMENT DE DENOMINATION S.A.S. TIMKEN INDUSTRIES COMMUNE DE MOULT

**LE PREFET DE LA REGION BASSE NORMANDIE,
PREFET DU CALVADOS,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Commandeur dans l'Ordre National du Mérite,**

VU le Code de l'Environnement et notamment son livre V, titre 1^{er} relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;

VU le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, notamment l'article 34 ;

VU l'arrêté préfectoral du 7 janvier 1997 autorisant la SA NADELLA INDUSTRIES à exploiter sur la commune de MOULT une installation de production de roulement à aiguilles ;

VU la déclaration en date du 9 septembre 2003 de changement de raison sociale de l'exploitant au profit de la S.A.S. TIMKEN INDUSTRIES ;

VU le rapport de Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Basse-Normandie – Inspecteur des Installations Classées en date du 19 avril 2006 ;

CONSIDÉRANT QUE la déclaration du 9 septembre 2003 susvisée est conforme aux dispositions de l'article 34 du décret du 21 septembre 1977 susvisé ;

SUR PROPOSITION de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Calvados ;

ARRETE

ARTICLE 1 : L'autorisation préfectorale du 7 janvier 1997, accordée à la société SA NADELLA INDUSTRIES, pour exploiter une installation de production de roulement à aiguilles, sur le territoire de la commune de MOULT, est transférée à la S.A.S. TIMKEN INDUSTRIES dont le siège social est situé Zone Industrielle de Moul à Argences qui assumera dorénavant les droits et obligations attachés à cette autorisation.

ARTICLE 2 : La société TIMKEN INDUSTRIES est tenue de respecter les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 7 janvier 1997.

ARTICLE 3 : SANCTIONS

Si les prescriptions fixées dans le présent arrêté ne sont pas respectées, indépendamment des sanctions pénales, les sanctions administratives prévues aux articles L 514-1 et L 514-2 du Code de l'Environnement pourront être appliquées.

Toute mise en demeure, prise en application du Code de l'Environnement et des textes en découlant, non suivie d'effet constituera un délit.

ARTICLE 4 : DELAIS ET VOIE DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré à la juridiction administrative :

- 1) par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où les dits actes leur ont été notifiés ;
- 2) par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement, dans un délai de six mois à compter de l'achèvement des formalités de publicité de la déclaration de début d'exploitation transmise par l'exploitant au Préfet.

ARTICLE 5 : PUBLICATION ET AMPLIATION

MM le Secrétaire Général de la Préfecture du Calvados, le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Basse-Normandie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant par les soins de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Basse-Normandie par courrier recommandé avec accusé de réception

Un extrait du présent arrêté énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée est affiché à la mairie de MOULT pendant une durée minimale d'un mois, avec l'indication qu'une copie intégrale est déposée à la mairie et mise à la disposition de tout intéressé. Il est justifié de l'accomplissement de cette formalité par un certificat d'affichage. Le même extrait est affiché en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Un avis est inséré, par les soins de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement (DRIRE), dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département, aux frais de la société pétitionnaire.

Une ampliation du présent arrêté sera adressé à :

- Monsieur le Directeur de la Société TIMKEN INDUSTRIES
- Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Calvados
- Monsieur le Maire de la Commune de MOULT
- Monsieur le Directeur de l'agence de l'eau Seine Normandie
l'Environnement de Basse-Normandie,
- Monsieur l'Ingénieur de l'Industrie et des Mines, chargé de la Subdivision de CAEN.

Fait à Caen, le

-6 SEP. 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,

Philippe DERUMIGNY